

**COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MONTPELLIER
LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION**

Pour copie certifiée conforme
Le greffier



Cabinet de Alice GUILLOUX

Dossier n° N° RG 20/00757 -
N° Portalis DBYB-W-B7E-MVRL
Minute n° : 20/00139

**ORDONNANCE STATUANT SUR UNE DEUXIEME DEMANDE DE
PROLONGATION D'UNE MESURE DE RETENTION
ADMINISTRATIVE**

Article L.552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Le 09 Juillet 2020 à 10h10

Nous, Alice GUILLOUX, juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Montpellier, étant en audience publique, assistée de Julie BARALE, greffier ;

Vu les articles L.552-1 à L.552-6, et R.552-1 à R.552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu l'arrêté portant obligation de quitter le territoire français émis par le préfet du Rhône le 5 septembre 2019 à l'encontre de

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de Sète prise par **M. LE PREFET DU RHONE** le 08 Juin 2020 à l'encontre de :

de nationalité Bulgare

notifiée à l'intéressé le 08 Juin 2020 à 10h26 ;

Vu l'ordonnance rendue le 10 juin 2020 par le juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de Nîmes prolongeant la rétention administrative de l'intéressé pour une première durée de vingt-huit jours, confirmée par la Cour d'appel de Nîmes le 13 juin 2020, telle que mentionnée dans le registre du Centre de rétention administrative joint au dossier ;

Vu la requête de l'autorité administrative en date du 07 Juillet 2020 reçue et enregistrée au greffe du juge des libertés et de la détention le 07 Juillet 2020 à 14h29 tendant à la prolongation de la rétention de dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée supplémentaire de **trente jours** ;

Vu l'extrait individualisé du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA émargé par l'intéressé ;

Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente

audience par le greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En l'absence de **LE PREFET DU RHONE**, et de son représentant ;

, présent à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat commis d'office.

Me Elodie POURRET, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

DÉROULEMENT DES DÉBATS

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

déclare :

Mention : I ne s'exprime pas suffisamment fort pour être entendu.

Oui, je veux sortir. Et je suis désolée.

Je n'ai personne en Bulgarie. Ils sont ici, tous en France. Vous me dites que je n'ai pas le droit de rester en France, si j'ai cherché des solutions.

L'avocat du retenu soulève des moyens de nullités dans des conclusions écrites qui sont annexées à la présente ordonnance, et qu'il développe oralement à l'audience :

- *1^{er} moyen* : Absence d'avis PR et JLD lors du transfert de Nîmes à Sète
- *Sur le fond* : Il n'a aucune famille en Bulgarie. Toute sa famille est en France. Ils sont ici depuis 10 ans. Il n'a pas respecté l'obligation de pointage de l'assignation à résidence car il n'avait pas compris.
- *2^{ème} moyen* : Défaut de pièces utiles (diligences préfecture)
- *3^{ème} moyen* : Insuffisance de diligences (demande de rooting tardive par rapport au début de la rétention);

déclare :

Non, merci. Je suis très désolé.

MOTIFS DE LA DÉCISION

L'avocate de soutient que les diligences de l'administration en vue de procéder à l'éloignement de l'intéressé sont tardives.

Selon l'article L. 554-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile : «Un étranger ne peut être placé ou maintenu en rétention que pour le temps strictement nécessaire à son départ. L'administration doit exercer toute diligence à cet effet.»

En l'espèce, a été placé en rétention le 8 juin 2020, mesure prolongée par le juge des libertés et de la détention de Nîmes le 10 juin 2020, décision confirmée en

appel le 13 juin 2020.

S'agissant des diligences réalisées en vue de l'éloignement, le Préfet du Rhône ne produit au dossier que l'accusé de réception de la demande de routing et le routing permettant d'établir que la demande a été réalisée le 18 juin 2020.

Il n'est produit aucun justificatif des diligences qui auraient pu être en cours ou qui auraient été réalisées entre la première prolongation de la rétention confirmée le 13 juin 2020 et cette demande du 18 juin 2020.

Ce délai de 5 jours est excessif au regard des exigences de l'article L.554-1 du CESEDA.

En conséquence, les diligences étant tardives, la requête du Préfet sera rejetée sans qu'il soit nécessaire d'examiner les autres moyens soulevés.

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

REJETONS la requête en prolongation de la rétention administrative de **M. LE PREFET DU RHONE** ;

DISONS que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et que _____ est maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;

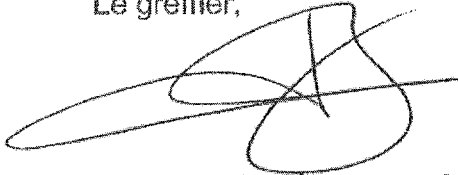
INFORMONS _____ que durant cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

INFORMONS les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

INDIQUONS que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 09 Juillet 2020 à 11 h 40

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention,



Reçu notification et copie de la présente ordonnance le 09 Juillet 2020 :

L'intéressé,

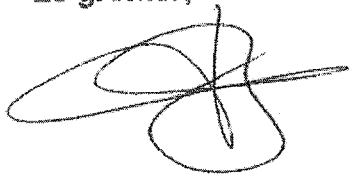


L'avocat du retenu,

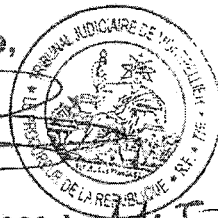



~~Le représentant du préfet,~~

Notification de la présente ordonnance est faite à Monsieur le procureur de la République le 09 Juillet 2020 à 14 h 44.
Le greffier,



Nous, Stéphane BERES, déclarons n'avoir pas interjeté appel de la présente décision.
Le procureur de la République,



Constatons que le 09 Juillet 2020 à 17 h 58, le procureur de la République n'a pas interjeté appel de la présente décision.
Le greffier,

